



Communiqué de Presse

Appel de la Convergence à rejoindre les manifestations du 30 janvier

**Contre la démocratie sous état d'urgence et la criminalisation des faits syndicaux,
Pour un véritable service public de la justice et de la police**

Au lieu de poser les bases d'un véritable service public de la justice et de la police répondant au besoin de sécurité des biens et des personnes, le gouvernement adopte une position caricaturale : prolongation de l'état d'urgence sans interroger sa finalité ni mise en place de verrous démocratiques, volonté de le constitutionnaliser sans raison juridique, mise en place d'une réforme de la procédure pénale restreignant les pouvoirs du judiciaire face à l'administration, extension de la déchéance de nationalité mesure de stigmatisation et non de protection, répression judiciaire des syndicalistes (Air France, Goodyear...) et limitation de leur liberté d'action.

Le gouvernement semble profiter d'une situation qui nécessite, à juste titre, une protection accrue de nos concitoyens pour détourner l'attention et limiter l'expression de la contestation de ses contre-réformes scandaleuses voulant détruire toute solidarité et protection : droit du travail, sécurité sociale, santé, éducation nationale égale pour toutes et tous, accès aux droits fondamentaux — eau, énergie, logement, transports, sécurité, correspondance, téléphonie ...-, retraites, aménagement équilibré du territoire, ...

La Convergence nationale des services publics appelle donc ses collectifs et les citoyennes et citoyens à rejoindre le mouvement de contestation du 30 janvier.